

La guerre froide entre le cash et le mobile est appelée à perdurer

PAIEMENTS L'électronique ne saurait encore supplanter totalement l'argent liquide. Surtout en Suisse, où l'attachement aux pièces et autres billets est tenace. Débat

Dans un avenir proche, nos achats seront-ils réglés en espèces ou plutôt en monnaie dématérialisée? Les deux, à en croire les conclusions d'une table ronde organisée jeudi par la banque Mirabaud et intitulée «2020 – la fin de l'argent liquide, utopie ou réalité?». Le mobile n'est donc pas près de totalement remplacer le numéraire, lequel circule depuis 2500 ans. Mais dans cet environnement bipolaire, l'équilibre dépendra de l'évolution générale des infrastructures de paiement. Avec, à terme, une inflexion relative du choix et des habitudes des consommateurs en faveur du mode de transaction le plus commode, voire moderne.

«D'une baisse structurelle au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, la demande en argent liquide s'est stabilisée depuis les années 1990, avec une légère augmentation suite aux crises de 2008 et de 2012 en Europe», indique Gero Jung, économiste en chef de Mirabaud. Vraiment, sachant que 80% de la population suédoise utilise des moyens de paiement électroniques pour faire ses achats? «Les pays qui souhaitent éliminer le cash, comme Singapour, ont tous fait marche arrière», rappelle Nicole Leyre, directrice financière de KBA à Lausanne, numéro un mondial des instruments d'impression fiduciaire et de sécurité – tels les billets de banque. «Les gens s'étaient mis à utiliser d'autres devises pour leurs transactions.»

Requiem du liquide?

En Suède, la quantité de billets pour l'heure en circulation par rapport au produit intérieur brut plafonne à 2%, contre 30% au Japon. «La Suisse se situe entre ces deux extrêmes», précise le chef économiste de la banque privée.

Et si l'anachronisme programmé du liquide venait notamment de sa cherté? Outre sa création – de 40 à 60 euros le lot de 1000 coupures, en moyenne mondiale –, son transport et sa distribution (remplissage et entretien des bancomats, etc.), la gestion du cash engendre des frais

pour les commerçants, ne serait-ce que pour compter le contenu des caisses enregistrees en fin de journée. «Les cartes de crédit ponctionnent de 3 à 7% de commission, voire davantage, ce qui se répercute généralement sur les prix de vente. En revanche, le paiement en espèces ne coûte rien au consommateur», relève Nicole Leyre, qui estime à environ 30 centimes les frais par transaction liquide, contre plus de 3 francs via l'électronique.

La «couturière du billet»

Certains considèrent la suppression des espèces comme une mesure liberticide. Alors qu'une frange importante de la population continue de se méfier des risques liés aux moyens de paiement scripturaux ou dématérialisés. «C'est un aspect absolument critique; nous n'avons pas le droit à l'erreur. Entre 40 et 50% de nos coûts de développement sont dédiés à la sécurité», résume Thierry Kneissler, directeur général de Twint (ex-Paymit). A titre de comparaison, on estime le nombre de contrefaçons de billets de banque à une coupure sur 30 millions.

«Les pays qui souhaitent éliminer le cash, comme Singapour, ont tous fait marche arrière»

NICOLE LEYRE, DIRECTRICE FINANCIERE DE KBA

Pour le patron du champion suisse du paiement mobile soutenu par PostFinance, l'argent dématérialisé est davantage une question de valeur ajoutée que de technologie. Et Nicole Leyre, qui réfléchit à la création d'un billet connecté, muni de puces électroniques, de conclure: «Le mobile comme substitut plastique [ndlr: cartes de crédit, notamment] uniquement ne remplacera jamais le cash. Les deux modes de paiement sont appelés à cohabiter durablement.» ■

DEJAN NIKOLIC

🐦 @DejNikolic